

# Le grand art de gouverner

Franz Mehring

Source : «Le Socialiste», 24 août 1902, p. 2.

Dans son pamphlet contre [Vogt](#)<sup>1</sup>, Karl Marx dit qu'il a été forcé, pour sa défense, de découvrir çà et là une « *partie honteuse* » de l'histoire de l'émigration ; que, cependant, quelques personnages mis à part, on ne peut reprocher que des illusions, plus ou moins justifiées par les circonstances de l'époque. Une comparaison des gouvernements et de la société bourgeoise, par exemple de 1849 à 1859, avec l'histoire d'une même période de l'émigration, serait, dit-il, l'apologie la plus brillante qui put être écrite en faveur de l'émigration.

On se rappelle involontairement ces phrases lorsque l'on fait comparaison des événements du mouvement ouvrier international des dernières semaines avec les événements contemporains dans les milieux des gouvernements et de la société bourgeoise. La défaite du Parti Ouvrier belge est née d'illusions plus ou moins justifiées par les circonstances du moment, et elle trouve la plus brillante des apologies, si on la compare avec le transport du vieux Fritz<sup>2</sup> en effigie aux États-Unis, avec le voyage du président Loubet<sup>3</sup> à la cour des tsars, avec la farce monarchique que joue, « là-bas au sud, la belle Espagne », pour ne rien dire à présent d'autres actes souverains et politiques.

La statue du vieux Fritz fait son voyage à Washington à cause de l'attitude amicale que l'autocrate de Prusse aurait observé à l'égard de la jeune république d'outre-mer « dès le temps de sa naissance ». Le président Roosevelt a fait là-dessus une réponse confirmative, assurant que le vieux Fritz avait assisté à la naissance des États-Unis « *avec quelque intérêt amical* ». Pourtant, son projet d'entretenir le Congrès de ce magnifique présent n'a jusqu'ici été réalisé, et sans doute pour de bonnes raisons. Il se serait peut-être trouvé des gens pour se souvenir du rôle honteux joué par les princes allemands lors de la guerre d'indépendance de la colonie américaine et pour conserver un mot incivil de protestation contre le projet d'élever à un de ces princes allemands une statue sur le territoire de la République, le président Roosevelt trouvera, à ses risques et périls, un coin quelconque à Washington pour l'hôte de pierre venu de Berlin, là où il n'éveillera plus la curiosité et ne diminuera pas sensiblement l'éloge décerné par Goethe à l'Amérique, de ne point avoir de « *basaltes* ».

Il est exact que le vieux Fritz n'a pas été le pire parmi les princes allemands qui se sont déshonorés lors de la fondation des États-Unis. Il n'a pris aucune part au vil commerce d'hommes exercé par ses cousins, les Hohenzollern d'Anspach et de Bayreuth, et tout autant par son généralissime et neveu de Brunswick ; au tripotage de troupes mercenaires, achetées par l'Angleterre pour combattre la colonie américaine ; et même il les a partiellement blâmés quoiqu'il ne les ait pas empêchés, alors même que ses propres vassaux poussaient leurs sujets comme un bétail sur le marché anglais. Mais c'est une pure invention des fabricants d'histoire des Hohenzollern quand ils prétendent que le roi Frédéric ait accordé quelque intérêt aux colonies américaines dans leurs pénibles luttes pour l'indépendance ; ou que même il ait été le premier des autocrates d'Europe à conclure avec eux un traité d'amitié et de commerce.

---

1 *Herr Vogt*, 1860.

2 Surnom du roi Frédéric II de Prusse (1740-1786).

3 Loubet, Émile (1838-1929) : Avocat et homme d'État républicain. Maire de Montélimar, puis député, sénateur et plusieurs fois ministre. Président du Sénat avant d'être élu président de la République en 1899 (1899-1906).

Cette gloire appartient en réalité à cette pauvre bête de Louis XVI de France qui, le 6 février 1778, concluait un pareil traité avec Franklin, ambassadeur des colonies américaines et qui leur prêta réellement une aide très efficace. On sait avec quel enthousiasme Franklin fut alors fêté à Paris ; comment, avec ses cheveux sans poudre, en habit brun d'une coupe simple, il fut reçu aux Tuilleries ; comment l'Académie française le salua du vers :

*«Arrache aux cieus la foudre et le sceptre aux tyrans»*

Tout autre fut la réception que Lee trouva à Berlin en sa qualité d'ambassadeur des colonies américaines. Quoique Frédéric fût animé du plus profond ressentiment contre l'Angleterre, il fit refuser nettement par le ministre Schulenburg le traité d'amitié et de commerce présenté par Lee. Il avait, d'ailleurs des choses plus importantes à faire. Comme vassal de la Russie, qu'il était devenu après la guerre de Sept ans, il lui fallait apprêter le massacre d'un peuple en Pologne et payer la tsarine Catherine des subsides pour ses guerres de pillage contre la Turquie. Sa vassalité russe ne gardait au reste pas le roi d'être forcé de se laisser dire dans sa propre capitale de dures sottises par l'ambassadeur anglais Elliot. Qui est ce Hyder-Ali ?<sup>4</sup> demandait un jour Frédéric à l'ambassadeur. À quoi Elliot répondit par cette allusion grosse comme le poing : c'est un vieux voleur qui commence à radoter. Le « grand roi » empocha tranquillement la chose et bien davantage encore.

Lorsqu'en effet Lee parut à Berlin et traita avec le ministre Schulenburg, le gouvernement anglais fut pris du souci de savoir si le vieux voleur ne pourrait pas jouer un tour aux intérêts anglais. Sur son ordre Elliot fit embaucher quelques coupe-jarrets connus et voler la valise aux dépêches de Lee. Et le roi, qui considérait avec « un intérêt si amical » la lutte pour l'indépendance des colonies américaines, n'osa même pas réclamer satisfaction diplomatique pour l'injure publique faite tout autant à lui-même qu'à l'ambassadeur américain. Il écrivait le 29 juin 1777, sur ce vol de dépêches, à son frère Henri : *« Tout Berlin parle de cela. Si l'on voulait agir avec rigueur, il faudrait interdire l'accès à la Cour à cet homme (l'ambassadeur anglais) pour avoir commis un vol public, mais pour éviter tout bruit, j'étouffe l'affaire ».*

Au reste, les dépêches volées, dont les copies se trouvent encore aux archives d'Angleterre, démontraient que le roi était parfaitement innocent du crime d'avoir favorisé la cause des colonies américaines ; son admirateur Carlyle trouve même que le simple soupçon qu'il aurait pu se charger d'un tel crime était absolument sans fondement. Carlyle dit des ministres anglais qui supposaient chez Frédéric un intérêt amical pour la cause des colonies américaines : *« Vit-on jamais sottise plus complète ou plus profonde épaisseur d'ignorance chez les gouvernants ? Honte à vous, mes amis ! ».*

Il est vrai que Frédéric a conclu avec les États-Unis un traité d'amitié et de commerce, mais seulement dans l'automne de 1785, à La Haye, par l'intermédiaire de son ambassadeur Thalmeyer, longtemps après que la paix avait été rétablie entre la métropole anglaise et les colonies américains, et quand la chose était sans danger. Si donc la statue de l'autocrate européen qui a donné aux colonies américaines la première et la plus efficace aide, doit être envoyée à Washington, ce ne serait pas la statue du vieux Fritz, qui n'a mérité ni peu ni prou, mais la statue de Louis XVI, dont la nation française fit plus tard tomber la tête pour haute trahison prouvée. Mais le président de la République française a pour l'instant d'autres chiens à fouetter que de rendre à un autocrate mort des honneurs mérités : il lui faut faire antichambre chez un autocrate vivant, non comme autrefois Franklin devant Louis XVI, avec la bravade d'une simplicité bourgeoise, mais avec toutes les simagrées d'un cérémonial dans l'exécution impeccable duquel le dernier laquais bat de plusieurs longueurs le premier dignitaire de la République française.

Les entrevues solennelles de la terrible Double-Alliance deviennent de plus en plus des farces insipides ; cependant la République bourgeoise a su cette fois donner au voyage courtois de son président une saveur piquante. Dans l'affaire Humbert-Crawford, elle a fourni la preuve que son

---

<sup>4</sup> Hyder Ali (1722-1782), souverain du royaume de Mysore, dans le sud de l'Inde. À la fin des années 1770, il est au faite de sa puissance et représente un dangereux adversaire pour l'impérialisme britannique aux Indes.

mécanisme politique et social ne le cède en rien, en corruption dégoûtante, au mécanisme politique et social de l'empire des tsars ; la contamination de la justice française décelée par cette escroquerie peut hardiment paraître à côté de tous les modèles russes. Ce qu'il y a en apparence de contre-nature dans l'alliance entre le despotisme asiatique et la République bourgeoise a découvert dans une révolution de dialectique historique sa véritable nature.

Si la république bourgeoise, lésée dans ses intérêts de profits par l'annexion de l'Alsace-Lorraine, a conclu l'alliance avec le despotisme asiatique, pour lui sacrifier, pour la chimère de la revanche, argent et fortune, honneur et dignité, elle n'est arrivée en fin de compte qu'à montrer au monde entier que république bourgeoise et despotisme asiatique se rencontrent fraternellement dans le même abîme de décadence humaine où aboutit, par sa nature, toute domination de classe.

L'importance historique de la Duplice consiste à dissiper toutes les illusions sur la nature de la république bourgeoise. Cette besogne n'est malheureusement pas aussi superflue encore qu'elle le devrait. Ainsi, [Jean Jaurès](#) publiait tout dernièrement dans « *La Petite République* » un article où il prétendait profiter de quelques paroles écrites par Engels en 1843 pour honorer la République française du 22 septembre 1792, pour recommander ainsi une alliance entre la démocratie politique et la démocratie socialiste de la République française. Jean Jaurès a d'ailleurs, par un oubli regrettable, omis la phrase décisive dans laquelle Engels explique pourquoi il célébrait la République française du 22 septembre 1792 : c'est parce qu'elle enfante des hommes « *dont l'énergie de fer fit que du 31 mai 1793 au 26 juillet 1794, pas un poltron, pas un spéculateur, pas un agioteur, pas un bourgeois n'osa se laisser voir* ». <sup>5</sup> On avouera que cette République célébrée par Engels ressemble drôlement à cette République française-ci, qui envoie son président à la cour du tsar, en hôte regardé par-dessus l'épaule, approuvant pour écot l'affaire Humbert-Crawford.

Marx et Engels ont regardé la République bourgeoise comme le champ de bataille sur lequel le prolétariat peut infliger à la bourgeoisie la défaite définitive et duquel il a en effet su, durant la période malheureusement trop courte de la Commune, chasser déjà tous les poltrons, tous les spéculateurs, tous les agioteurs, tous les bourgeois. Mais ils n'ont pas, même pour un mot, fourni l'occasion d'admettre qu'ils aient vu dans la bourgeoisie République française autre chose qu'un triste expédient ou que même ils auraient recommandé une alliance conclue sur le pied d'égalité par la démocratie socialiste avec quelque parti que ce soit, si démocratique qu'il soit censé être, mais se plaçant sur le terrain de cette République-là...

Mais pour revenir à notre sujet, nous pouvons heureusement être brefs sur ce qu'on appelle l'avènement de don Alphonse <sup>6</sup>. Un petit jeune homme de seize ans, qui grimpe sur l'estrade d'un trône avec une proclamation ampoulée, un auteur d'auteur qui ne sait pas même, comme Hoedel, tirer au coin d'une rue, mais seulement jeter son chapeau en l'air, un diminutif de complot anarchiste, que la police complaisante découvre pour mieux conditionner l'attentat, les ruisseaux de larmes versés par la libre-pensée allemande sur le « démon du régicide », qui se serait déchaîné contre le « pauvre enfant » – tout cela, c'est de la marchandise assez défraîchie, de la fabrication dans le genre du brave Puttkamer, aujourd'hui endormi de son dernier sommeil.

Les sujets sont, dit-on, faciles à satisfaire, mais ils seront un peu gâtés dans leurs prétentions au grand art de gouverner, quand le vieux Fritz se trouve dans la Maison-Blanche de Washington et quand le successeur de Robespierre – qu'est monsieur Loubet selon l'appréciation bienveillante de Jean Jaurès – va faire ses révérences courtoises devant le Petit Père.

---

5 Sans compter qu'Engels n'aurait assurément pas écrit tout à fait la même chose trente ou quarante années plus tard (N.D.L.R.).

6 Il s'agit du roi d'Espagne Alphonse XIII (1886-1941). (Note MIA).